

## Réflexions de SUD Culture Solidaires sur « Culture & médias 2030 »

Il n'est pas ici question pour nous de reprocher au Ministère de la culture et de la communication [MCC] de tirer des plans sur la comète avec la publication de Culture & Médias 2030. Prospective de politiques culturelles.

Au contraire, il nous semble du devoir de tout gouvernement de « prévoir » ou, du moins, d'essayer de dégager des hypothèses sur les avenir probables à partir des tendances lourdes de la situation actuelle et passée : « gouverner, c'est prévoir », paraît-il.

La célébration du 50ème anniversaire du ministère – dans les conditions que l'on sait de RGGPisation à pas de géant du frêle esquif qu'il reste n'a pu véritablement servir de tremplin pour une nouvelle perspective (refondation, comme disaient certains... depuis l'expérience Duhamel du début des années 1970).

Malheureusement la première expression publique d'une tentative de réorientation de la politique culturelle à laquelle on a eu droit fut l'aventure aussi éphémère que nauséabonde du "chacun cherche son chat" [« la culture pour chacun » qui remporta le succès que l'on sait]. Il eût été certainement plus intelligent pour le ministère (mais cela ne semble pas être son fort) de travailler sur de grands axes prospectifs, dès le 50ème anniversaire plutôt que de se lancer dans entreprise fleurant bon le néo-populisme sur fond de prosternation et d'agenouillement devant la montée en puissance des industries culturelles. Heureusement, l'épisode semble être clos... et peut-être qu'un des effets collatéraux de toute cette démagogie aura été d'avoir raison de cet ovni présidentiel destiné à l'origine à faire implorer le MCC, le soi-disant « conseil de la création artistique, dont SUD Culture (avec beaucoup d'autres) n'a cessé de demander la dissolution... depuis le premier jour de sa création.

Puisque, lors de 50ème anniversaire, la pensée et l'imaginaire malruiciens étaient à l'honneur, pourquoi avoir choisi cette référence de 1966 sortie de son contexte historique plutôt qu'une autre phrase d'André Malraux, beaucoup plus célèbre et porteuse d'avenir, sur le rôle que ce dernier assignait au ministère de la culture, à savoir d'être un rempart contre les « usines du rêve », plus prosaïquement dénommées industries culturelles ? Ce n'est certainement pas par hasard.

### **S'agissant du texte « Culture & Médias 2030 », voici les premières réflexions de SUD Culture.**

1. Une chose est de reconnaître la pertinence du diagnostic des mutations (chapitre 2, par ex : « un nouvel ordre numérique »). Autre chose est en partager les causes et les conséquences. Le seul accord que nous avons avec la démarche des auteurs d'« Culture & Médias 2030 » est la compréhension de l'imbrication étroite entre les évolutions économiques, les transformations sociales qu'elles génèrent et leurs conséquences sur le rapport à la culture. Au-delà, le désaccord est total sur les logiques politiques qui mettent en œuvre ou accompagnent ces politiques économiques et les conséquences qui en découlent dans l'élaboration des politiques culturelles. C'était là le fondement de notre opposition à la « culture pour chacun ».

S'interroger sur les conséquences qu'auront le changement climatique, la mobilité, l'allongement de la durée de la vie ou l'évolution des revenus sur la conservation du

patrimoine, les visites de musées, le goût pour les concerts, la préférence pour la culture numérique ou celle de l'imprimé ? Quelles positions les industries culturelles et médiatiques nationales et transnationales occuperont-elles sur les marchés du tout numérique ? Quels rôles l'Europe, les collectivités territoriales et l'Etat joueront-ils dans le domaine culturel ? Et peut-être plus précisément : quelles pratiques seront dites « culturelles » dans deux décennies ? Toutes ces questions qui ont guidé la rédaction de Culture & Médias 2030, nous nous les posons aussi.

De même, nous pouvons souscrire au diagnostic, du moins tel qu'il est formulé : globalisation de la culture et des loisirs (la France n'y échappera pas...) ; la révolution numérique est mondiale mais encore pluridimensionnelle ; les mutations des rapports entre individualisme et société sont majeures autant qu'incertaines.

Par exemple, nous ne sommes pas en désaccord avec le constat de la page 40 :

« Cet élargissement de l'espace d'expressions des individus prolonge l'effet politique des techniques de l'Internet : la liberté de communication ouvre à chacun l'espace public, la publication cessant de relever d'une logique de rareté ou d'instances et de légitimités professionnelles, scientifiques, politiques, artistiques. De nouvelles formes de collectifs en découlent, dont les logiques d'assemblage sont imprévisibles et la permanence incertaine. Si ces évolutions apportent un renouvellement démocratique et culturel, elles portent aussi en germe une part importante de menaces : nouvelles inégalités, menaces sur la vie privée, manipulations...

Pour l'avenir, une dissociation de plus en plus marquée peut voir le jour entre des pratiques relevant de « conservatoires » de pratiques culturelles et de la création et des pratiques sociales, individuelles, communautaires, dont le contenu et le caractère culturels seraient allés s'amenuisant. en lien avec les mutations de l'offre, le numérique (ou, par opposition, des pratiques très matérielles ou d'expression) constitue bien le vecteur majeur de la transformation de la culture, de son environnement, de ses modes de production comme de consommation. Le numérique ne saurait être un objet de politique(s) culturelle(s) parmi d'autres, fût-il le plus important, pas même son nouveau centre de gravité, car c'est la politique culturelle elle-même. ».

En revanche, nous sommes beaucoup plus critiques devant le contenu de page suivante (41) sur « L'Institution culturelle en question » et tout particulièrement sur ce paragraphe qui synthétise parfaitement à nos yeux l'idéologie néolibérale qui cimente l'ensemble du rapport. Par exemple : « Envisager un rôle croissant de l'Etat dans la politique culturelle qui s'est déployé depuis cinquante ans ou davantage constitue donc une hypothèse faible ». Certes, le texte ne fait uniquement mention du marché comme acteur décisif.... Mais il assimile : « les collectivités locales et surtout les régions, les grands établissements publics, l'échelon européen » aux « acteurs du marché » ! Autrement dit, il présuppose que toute activité culturelle ressort - aujourd'hui et davantage encore demain- du seul marché. Nous ne pouvons que manifester notre désaccord total avec cette perspective. Une chose est de prôner (ce qui se fait déjà.... depuis un certain temps !) l'articulation de la politique culturelle entre l'Etat, les grands établissements publics qui sont sensés la mettre en œuvre et les collectivités territoriales, en soulignant le rôle prépondérant des régions dans l'avenir.... Une autre est de considérer que toutes ces institutions publiques sont des acteurs du marché. Le rapport Juillet Lévy de 2007 sur l'économie de l'immatériel ne disait pas autre chose !

**2.** Les 4 scénarios envisagés, dont les auteurs reconnaissent eux-mêmes qu'il s'agit davantage d'idéal types, propres à susciter la réflexion, plutôt que de véritables « programmes d'action »

et qui peuvent s'entrelacer les uns les autres, sont, à nos yeux marqués profondément du sceau de la culture de marché. Comme si, hors du marché, point de salut pour la culture et pour toute politique culturelle. Même le premier scénario « L'exception continuée », présenté comme « conservateur », au sens où il conserve les missions actuelles dévolues au MCC et met plus l'accent sur le soutien à l'aile non marchande de la culture.

Cet a priori, vous vous en doutez, est aux antipodes des conceptions que nous développons à SUD Culture. Les thèses de nos derniers congrès, les contre forums que nous organisons depuis novembre 2008 en Avignon, en contrepoint des « Davos de la culture », initiés par Christine Albanel et poursuivis par Frédéric Mitterrand, sans compter les nombreuses expressions publiques (notamment lors des CTPM ou, plus récemment, contre la « culture pour chacun ») en témoignent, s'il en était besoin.

Sans faire de procès aux auteurs du document, force est de reconnaître néanmoins qu'un scénario « catastrophe » (que nous nommerons ainsi faute de mieux) a été écarté, oublié (?). Pourtant l'actualité quotidienne depuis le début de l'année 2011, forcément imprévisible (mais à quoi alors sert la prospective ?) s'inscrit parfaitement dans ce scénario oublié que nous qualifierions volontiers de crise générale (du système capitaliste actuel, cela va de soi !). Tous les ingrédients propres au déclenchement de cette crise générale sont réunis. C'est une crise à la fois écologique et nucléaire, sociale, géopolitique. Peut-être l'éclatement de l'Europe, le maintien des anciennes dictatures ou l'instauration de nouvelles après l'écrasement, dans plusieurs pays, du printemps des peuples arabes. Le retour à des politiques économiques protectionnistes dans certains pays les plus développés....

Bref, une foultitude de facteurs largement sous-estimés par les 4 scénarios qui, les auteurs le reconnaissent eux-mêmes, ne pourraient au bout du compte qu'en faire un seul, avec quelques nuances par ci par là, à moins, poursuivent-ils, qu'aucun d'entre eux ne voit le jour (cf. p. 47 : « Le plus vraisemblable est qu'aucun ne voit le jour comme tel, que tous ces scénarios se produisent partiellement, que l'avenir puise dans chacun d'entre eux »).....

**3.** « L'outillage mental » qui sous-tend les 4 scénarios est dans la droite continuation de plusieurs rapports prospectifs antérieurs, dont le plus connu est sans doute le rapport Juillet Lévy déjà mentionné. « Culture & Médias 2030 » consacre le passage de la culture de la marchandisation à la marchandisation de la culture<sup>1</sup>.

De quoi s'agit-il ?

Après l'ère de la culture de la marchandisation, c'est aujourd'hui le temps de la marchandisation de la culture : les politiques suivies par les gouvernements successifs consistent, sous couvert de modernisation, à adapter notre société à un processus général de privatisation du bien commun, comme on peut le voir dans l'éducation, la recherche, la santé et l'énergie... et dans la culture.

Cela a pour conséquence de renoncer à l'idée même d'émancipation par la culture pour se tourner uniquement vers les industries culturelles sur fond à la fois de désengagement de l'Etat d'un côté et de soutien renforcé de l'Etat aux industries culturelles, de l'autre, comme l'atteste la création, pour la première fois, d'une direction générale au MCC – la DGMIC (Direction générales des médias et des industries culturelles)- dont la mission est de contribuer au développement des médias, des industries culturelles et de l'économie

---

<sup>1</sup>Pour reprendre le titre de l'intervention de Jean-François HERSENT, secrétaire national de SUD Culture Solidaires au 2<sup>ème</sup> contre forum organisé par SUD Culture à Avignon en novembre 2009.

culturelle.. Cette orientation implique à brève échéance la fin même de la notion de service public culturel et la transformation de pans entiers de celui-ci en de simples activités de loisirs, livrés au secteur privé....

Selon le diagnostic partagé par les auteurs de « Culture & Médias 2030 », les industries culturelles et médiatiques (le plus souvent du reste intégrées au sein de grands groupes industriels aux activités multiples) doivent constituer le fer de lance de la nouvelle période économique.

Avec le passage de la plupart des activités culturelles sous domination du capital, c'est non seulement l'avènement du règne de la marchandisation quasi totale de la culture – marchandisation fortement encouragée et accompagnée par l'Etat et les politiques culturelles en vigueur -, c'est aussi un coin de plus enfoncé dans la résistance à la marchandisation de l'ensemble des activités humaines sur la totalité de la planète.

#### **4. Pour conclure provisoirement**

C'est contre cette logique que nous nous battons. C'est la raison pour laquelle nous émettons les plus vives réserves contre l'exercice de prospective des politiques culturelles « Culture & Médias 2030 ». Notre perspective syndicale de transformation en profondeur de la société n'est compatible avec aucune visée politique ou sociale s'inscrivant dans une logique d'aménagement et d'accompagnement des transformations du capitalisme en cours. Or, c'est bien cette matrice qui, nous semble-t-il, guide la présentation des 4 scénarios.

Un sixième scénario, distinct du cinquième évoqué plus haut, aurait pu être également exploré : sans qu'on ait affaire à une crise générale d'effondrement du capitalisme à proprement parler, on peut légitimement s'attendre à une nouvelle crise, conséquence de la crise de récession généralisée – notamment au niveau européen - en 2012 que nous promettent certains économistes. L'envolée des prix du baril de pétrole et des matières premières, venant se surajouter aux politiques dites « d'assainissement financier » renforcées par la Commission et le Parlement européens, la montée de tensions sociales.... favorisent de puissants mouvements sociaux en même temps que des changements politiques profonds. (Re) naissent alors des expériences de Front populaire « new look » et, parallèlement, surgissent un peu partout, dans plusieurs pays d'Europe, des mouvements radicaux « citoyens », syndicaux, écologistes mettant en place des expérimentations dans les principaux domaines politiques : de type autogestionnaire, ces mouvements visent à s'approprier le contrôle voire la direction des citoyens sur les transformations sociales annoncées par les nouvelles équipes gouvernementales.. Dans le domaine culturel, cette nouvelle donne se traduit par :

- \* l'abandon du concept même de “culture pour chacun” et du repli sur soi
- \*une vraie politique de démocratisation culturelle, c'est à dire un réel soutien à la création, à la diffusion, à l'action culturelle, aux équipes artistiques et aux acteurs culturels
- \*l'exigence d'une politique culturelle forte porteuse de créations de qualité tournant le dos aux impératifs d'une marchandisation omniprésente et à la revendication populiste d'une simple culture de supermarché
- \*la promotion d'une culture dans laquelle les « avant-gardes » culturelles produiraient des spectacles qui aillent directement à la rencontre de la population plutôt que de chercher uniquement à les faire venir dans les lieux culturels.
- \*l'affirmation d'une politique culturelle s'inspirant de la tradition de l'éducation populaire afin que toutes celles et ceux qui en sont exclus, de récepteurs passifs de la "grande culture", deviennent eux-mêmes acteurs en produisant leur propre culture artistique.

Les moyens existent. Il suffit de puiser dans les profits gigantesques engendrés par l'industrie culturelle afin de les mettre au service de l'intérêt général au lieu de servir les intérêts économiques d'un petit groupe de privilégiés.

«Pour SUD Culture Solidaires, la garantie de la diversité culturelle, de l'équité territoriale et de conditions d'accès à la culture égales pour tous est le fondement de la politique culturelle à mettre en œuvre. Celle-ci doit en effet se construire sur les bases suivantes :

\* la prise en compte des pratiques artistiques dans leur diversité ;

\* la démocratisation et le développement culturels au niveau local s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire en partenariat avec les pouvoirs publics (État/collectivités territoriales.)<sup>2</sup>».

NB. Nous partageons beaucoup d'éléments de l'analyse critique de « Culture & Médias 2030 » proposée par Alain Rouillé de Paris Art, dans son éditorial du n° 350 du 31 mars 2011. Vous la connaissez certainement. Au cas où, nous la joignons en annexe.

*PARIS ART | EDITORIAL : Culture 2030: un trop proche lointain /31 mars 2011- Numéro 350*

*« Le ministère de la Culture vient de rendre publics les résultats de ce qui apparaît comme une grosse opération: un «exercice de prospective de politiques culturelles» sur le thème «Culture et Médias 2030». Il a pour cela mobilisé les forces de son Département des études, de la prospective et des statistiques; s'est offert les services du cabinet Futuribles d'«experts indépendants»; et s'est assuré la collaboration de personnalités réparties en cinq groupes sectoriels: Patrimoine, Spectacle vivant, Arts visuels, Médias et industries culturelles, Cinéma.*

*Sans compter une base documentaire de fiches thématiques supposées étayer les analyses. Le tout accessible sous la forme d'une publication papier, et d'un site internet dédié. Enfin, une «consultation publique» sera organisée jusqu'en juillet 2011 afin de permettre à chacun de (démocratiquement) enrichir, préciser et discuter les analyses, les défis et les enjeux proposés.*

*En somme, on n'a pas lésiné sur les moyens logistiques, financiers et humains pour convaincre que l'on ne se transporte pas à la légère dans les vingt années à venir, d'autant plus que le monde va d'ici là sans doute beaucoup tanguer...*

*Les protocoles d'analyse, la «Méthode» de construction de «scénarios», les diagrammes et tableaux sophistiqués, la terminologie, etc., tout vise à convaincre du sérieux de l'odyssée promise vers l'espace inconnu de la Culture 2030. Mais voilà, ce que la prospective nous a fait un moment espérer tombe à plat. On n'a pas même l'impression de décoller. Ou si peu.*

*Alors que l'on attendait de la section «Diagnostic des mutations» une analyse précise, fine, et pourquoi pas nouvelle de la situation présente, afin de mettre au jour un faisceau de facteurs pertinents susceptibles d'agir sur les évolutions probables de la culture, on nous sert trois bonnes grosses dynamiques: «la globalisation, la mutation numérique, les rapports entre individualisme et société». Avec ce commentaire: «L'espace des futurs de l'institution culturelle s'inscrit à la croisée de ces trois dynamiques de mutation, sources de défis majeurs que les politiques culturelles auront à relever».*

*Faut-il rappeler que ces dynamiques sont toutes trois vieilles de plus de trente ans, et que les politiques culturelles... n'en ont ni vues, ni compris, ni relevés les défis. Aujourd'hui, l'intérêt*

<sup>2</sup> CF communiqué SUD Culture Solidaires, janvier 2011, contre la culture pour chacun.

*était donc de dégager de nouvelles dynamiques plus finement liées à l'époque présente, et de montrer comment les plus traditionnelles pourraient agir au cours des vingt prochaines années.*

*Cette tâche incombait à la section «Enjeux» qui présente vingt enjeux répartis en trois chapitres: «L'empreinte culturelle de la France», «De nouvelles articulations entre offre et demande», et «Les transformations de l'État».*

*Mais là aussi, la lecture laisse perplexe. Alors que les deux prochaines décennies seront certainement tumultueuses, notamment en raison d'une probable accélération (notion nullement mobilisée) du monde, les textes sont vagues, généraux et cotonneux, à la limite des lapalissades, plus repliés sur le présent qu'ouverts sur l'avenir.*

*Pourquoi en effet projeter à échéance de vingt ans ce qui devrait être de toute évidence déjà entrepris (sans être nécessairement achevé). Exemple: «Assurer la présence d'un espace public numérique culturel» — dans vingt ans, il sera trop tard, c'est un enjeu pour maintenant. Autre exemple: «Étendre l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie» — c'est une revendication récurrente depuis des lustres. Quant au dernier enjeu — «Penser la complexité, organiser l'expérimentation, susciter l'innovation» —, il est à la fois si nécessaire, si immense et si vague qu'il est voué à s'enliser dans la masse assoupie des bonnes intentions.*

*Fallait-il mettre en branle tout un arsenal prospectif -et un budget non précisé- pour aboutir à des propositions que la société ne cesse de réclamer ? L'écart entre les prétentions méthodologiques affichées et la minceur des résultats obtenus -diagnostics et enjeux- laisse songeur. Surtout, de quelle utilité pratique ces résultats seront-ils pour les décideurs culturels des vingt prochaines années.*

*Si la culture est autant mal décrite dans ses états présents («Diagnostic») que mal cernée dans ses enjeux futurs («Enjeux»), si l'«exercice de prospective» est à ce point raté, il reste à comprendre sa raison d'être.*

*On relève en effet dans le «Diagnostic» des oublis si massifs qu'ils en deviennent politiquement signifiants. Au chapitre du «Nouvel ... ordre numérique», on cherchera en vain la mention de la (très répressive) loi Hadopi, pourtant défendue avec ferveur par le gouvernement.*

*Au sujet de la «Globalisation», même silence sur la récente création de l'Institut français qui procède à un repli drastique de la présence culturelle de la France dans le monde, puisque les actions sont désormais conçues et produites à Paris, tandis que le réseau culturel français, pourtant tissé de longue date, est fortement ébranlé par le rapatriement d'une large partie des personnels en poste à l'étranger, et par la vente de nombreux bâtiments culturels que la France a acquis au cours de l'histoire de sa présence dans le monde.*

*En outre, la mondialisation du marché international de l'art est cruellement absente du «Diagnostic», alors que la dernière période a été profondément marquée par l'essor des foires, des grandes maisons internationales de ventes, et de la concurrence entre les institutions artistiques, comme l'exemplifie le «Louvre-Abou Dabi». Les «Enjeux» restent également étrangement muets sur ce marché qui va assurément évoluer encore avec la Globalisation et le Numérique, ainsi qu'avec les bouleversements de l'art lui-même jusqu'à 2030.*

*En fait, l'état de la France d'aujourd'hui esquissé par le «Diagnostic» est dans l'ensemble très complaisant vis-à-vis de la politique gouvernementale. Parfois même caricaturalement à contre temps quand, l'Institut français étant rentré en action (après la dissolution de CulturesFrance), un éloge aussi obséquieux que sous-informé s'attarde sur l'«image culturelle [de la France] forte de ses succès mondiaux, portée par les réseaux diplomatiques et internationaux (alliances françaises, instituts culturels...) et par une ingénierie d'action culturelle et audiovisuelle encore très souvent regardée dans le monde comme une singularité, une exception, un contre modèle».*

*Plus loin sont louées comme des atouts dans la mondialisation «les valeurs dites "françaises": droits de l'homme, laïcité, droit du sol, droit d'asile, protection de la vie privée et préservation des libertés publiques». A ceci près que ne sont nullement évoqués les ravages qu'ont subi lesdites «valeurs dites françaises» au cours de ces dernières années, en particulier sous l'action du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, sur laquelle la partie «Globalisations et identités» du «Diagnostic» est totalement muette...*

*Le directeur du cabinet Futuribles d'«experts indépendants» a prévenu que la prospective n'est pas une science. Ce qui, loin d'être un handicap, pourrait l'obliger à inventer ses propres outils, méthodes et protocoles et à produire ainsi des études assez pertinentes -et indépendantes- pour être utiles.*

*Raté: en guise de prospective et de science, on nous sert de la plate propagande. L'objectif est moins 2030 que 2012. Projeter les regards ailleurs, loin dans l'espace et le temps, pour les détourner de l'ici et maintenant: c'est une belle stratégie pour élection difficile! Ça servira peut-être, mais pas à la culture. Quant à la France...*

*André Rouillé »*